

Une stratégie pour la coopération suisse au développement

La coopération suisse au développement est devenue, cette dernière décennie, un «super tanker». Si l'on veut améliorer son efficacité, il faut la restreindre à quelques thèmes qui soient l'expression mondiale des atouts de notre pays et les proposer comme des produits «Made in Switzerland». Citons parmi ceux-ci les activités intensives en savoir, une bonne gouvernance et le système dual de formation. Au lieu de cela, notre coopération au développement se focalise sur les besoins des pays bénéficiaires et – même si ce n'est pas moins important – sur les compétences des organisations suisses d'aide au développement. L'actuel projet de message fait un pas dans la bonne direction, mais le «super tanker» est toujours surchargé.



Rudolf Minsch
Chef économiste et
membre de la direction
d'économiesuisse, Zurich

La coopération suisse au développement a mis en place un système d'interdépendance. Celui qui existe entre les organisations d'aide au développement et la DDC est des plus nets. C'est pour cela que la Commission de gestion du Conseil des États a critiqué, dans son rapport de 2009, le manque de transparence dans l'adjudication des projets de la DDC, les appels d'offres ne répondant pas aux critères de la concurrence. La coopération au développement s'autourne également d'un lobbying bien huilé de la part des différents groupes d'intérêt. C'est dans ce but qu'elle intervient sans arrêt auprès du peuple suisse avec des projets de communication coûteux.

L'autosuffisance est devenue le but principal de la coopération au développement. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la stratégie qui la guide soit limpide. Malgré les exigences politiques répétées pour qu'elle se concentre sur certains thèmes, elle continue de s'attaquer aux grands problèmes tel que la lutte contre la pauvreté, qui autorisent une grande marge de manœuvre discrétionnaire; bien plus, elle discute du nombre optimal de pays cibles ou s'il est opportun de poursuivre la collaboration avec certains pays. Le renvoi de balles entre les deux départements compétents est également courant. Ainsi, les organisations d'aide au développement défendent-elles vigilement la stratégie et les moyens de la DDC et critiquent-elles de même le Seco en lui opposant leurs revendications. L'activité principale consiste à trouver de nouveaux moyens pour la coopération au développement, auxquels l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI accordent leur soutien. Au lieu de penser aux stratégies à déployer, ils se battent avec succès pour accroître leur quote-part.

À quoi ressemblerait une stratégie concentrée sur quelques produits?

Produit 1: l'école. Il serait possible de financer partiellement à long terme des écoles qui seraient sous le patronage de la Suisse et appliqueraient son modèle dans plusieurs pays. Le système dual étant un succès, on peut le proposer pour des écoles professionnelles intégrées directement à des entreprises locales. La coopération suisse au développe-

ment ne s'occuperait pas seulement des infrastructures et du matériel d'enseignement, mais dirigerait l'école.

Produit 2: promotion des échanges. La Suisse dispose de vastes connaissances dans les domaines des échanges et de la logistique. L'intégration dans le marché mondial est le principal moteur de la prospérité. La Suisse peut offrir son soutien professionnel en la matière.

Produit 3: fourniture de services financiers. La Suisse dispose de sérieuses compétences en la matière. La coopération peut profiter du savoir-faire des banques et des assurances, qui aideraient ainsi à construire un système bancaire et d'assurances stable.

Produit 4: eaux usées. La coopération suisse peut faire appel au savoir-faire du pays en matière d'épuration des eaux et le transférer dans les grands villages et les villes.

Produit 5: le droit. Le droit suisse procède d'une longue tradition et a largement contribué au développement économique du pays en raison de son orientation libérale. L'exportation de la législation se rapportant à la gouvernance est une chance pour la Suisse d'exercer une influence positive à long terme. Comme les incertitudes qui pèsent sur le droit de propriété freinent le développement économique, la Suisse peut apporter son savoir en matière de registres et d'arpentage.

Pour faire connaître ces produits dans les pays en développement, il faut renforcer l'information. Au lieu d'entretenir un bureau pour la DDC ou pour le Seco sur place, il serait plus judicieux en termes d'objectifs de renforcer les ambassades en leur adjoignant du personnel permanent suisse disposant de compétences économiques. Ils pourraient ainsi développer des relations à long terme avec les décideurs.

Conclusion

Les procédés chinois – offrir aux pays en développement des infrastructures à bon marché contre des matières premières – ne constituent pas un exemple pour nous. La stratégie en œuvre est, toutefois, sans ambiguïté et est construite sur les forces de l'économie chinoise. C'est sur le plan de la méthodologie que la Suisse devrait suivre cet exemple. ■